



Le conseil constitutionnel vient de clôturer ce mercredi 17 octobre, la deuxième journée d'audience sur le contentieux électoral soumis par l'équipe du candidat Maurice Kamto. Il était 21h45 heure locale lorsque le président du Conseil, Mr Clément Atangana a pris la parole puis déclaré l'audience remise demain jeudi à 18h, heure du Cameroun pour délibération, audience terminée presque en queue de poisson.

Visiblement, l'équipe de défense du professeur Maurice Kamto était encore entrain de demander à Elections Cameroon de compléter la liste des Procès Verbaux qu'elle a fourni en contre verification des preuves soumises par le collège d'avocats auour du Candidat Maurice Kamto, une liste qui présentait déjà beaucoup d'annomalies comme on a vu s'exclamer les avocats du professeur.

Au moment où le Cameroun est entrain de passer une étape qui semble être l'écriture d'une page de son histoire, le monde entier a écouté pendant deux jours le plaidoyers qui a mis à nu la machine électorale du Cameroun. Pour le moment, pas de gros commentaires à l'international, d'autant plus que toute l'attention est rivée sur l'événement même qui se déroule devant le conseil constitutionnel à Yaoundé même.

Quelques jours auparavant, le département d'état américain avait publié une note dans laquelle il recommandait l'impartialité de Elections Cameroon en matière de consolidation et de

transmission des résultats, et va même jusqu'à demander une publication des décomptes par bureau de vote.

Ci-dessous le contenu complet de la note publiée sur le site officiel de département d'État américain.

«The United States reiterates its neutrality with respect to Cameroonian's right to choose their leader and calls for calm and the careful, non-partisan conclusion of the remaining phases of the vote tabulation process. We appeal to all Cameroonians to exercise patience and avoid hate speech.

*We encourage Elections Cameroon (ELECAM) and the Constitutional Council to release results **polling site by polling site** to enhance transparency and citizens' confidence in the outcome. Any disputes should be resolved peacefully and through established legal channels. The United States remains a committed partner on electoral, political, economic, and human rights reforms in Cameroon.»* source: <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/10/286569.htm>

Dès lors, on commence à se demander si ceci n'est pas une preuve que la confiance aux institutions de la république commence à inquiéter de part et d'autre.
